

Le 20 décembre 2010

## **Entente d'harmonisation des caisses de retraite Faits saillants**

Après cinq ans de négociations, le dossier d'harmonisation des caisses de retraite est enfin réglé. Tous les syndicats de professionnels ont entériné l'entente de même que le comité exécutif de la Ville et la signature de l'entente est prévue dans les prochains jours. Le présent document a pour but de vous aider à comprendre notre nouveau régime de retraite, mais n'apporte pas toutes les précisions du texte de l'entente. Ce dernier a préséance sur les autres écrits. Il est disponible sur le site Internet du syndicat : [www.sppmm.org](http://www.sppmm.org).

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, les professionnels de la Ville de Montréal seront tous dans le régime des professionnels de l'ex-Ville de la catégorie B dont les conditions sont modifiées. Les professionnels ne perdront pas ce qu'ils ont acquis dans le passé, mais auront les mêmes conditions de retraite pour l'avenir.

### **NOTRE NOUVEAU RÉGIME**

Veillez noter que ceux qui prendront leur retraite avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015, bénéficient d'une période de transition. Ils pourront choisir entre les conditions de leur régime d'origine ou celles du nouveau régime pour leur participation subséquente au 1<sup>er</sup> janvier 2011, à l'exception des cotisations qui seront celles des participants de la catégorie B. Le choix sera fait au moment du départ à la retraite.

#### *Éléments non modifiés du régime B*

- Le calcul de la rente de retraite est basé sur les 36 mois consécutifs les mieux rémunérés.
- Le meilleur traitement est multiplié par 2 % par année de service.
- La pleine retraite est atteinte à 65 ans ou après 30 ans de participation ou avec réduction à partir de 55 ans si l'âge et les années de participation totalisent 80.
- Il n'y a aucun plafond quant au nombre d'années de participation.
- La cotisation est de 3,7 % du maximum des gains admissibles (MGA) et de 6,2 % de l'excédent du salaire par rapport au MGA. En 2010, le MGA est de 47 200 \$.
- La cotisation inclut 1 % pour le régime d'assurances collectives (convention collective, art. 5.7).
- Au décès du retraité, la rente réversible au conjoint est à 60 %.

## *Éléments modifiés du régime B*

### **Indexation**

- L'indexation de la rente est de 1 % par année sur la portion cumulée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.
- Les participants actifs, retraités et bénéficiaires dont la formule d'indexation est basée sur l'indice monétaire d'inflation (IMI)<sup>1</sup> pour la rente cumulée avant 2011 peuvent choisir entre:
  - catégorie B : choix d'indexation de la rente à 1 % ou IMI moins 3 % ;
  - catégorie A : choix d'indexation de la rente à 0,5 % ou 7/8 de la rente à IMI moins 4 %.

### **Bonification de la rente à 65 ans**

- Les conditions de la concordance à 65 ans avec le Régime des rentes du Québec (RRQ) sont bonifiées pour les années de participation après le 1<sup>er</sup> janvier 2011.
- La nouvelle formule est : 2 % du meilleur traitement par année de participation – 17,5 % du MGA sur 35; il s'agit du MGA moyen durant la période du meilleur traitement<sup>2</sup>.
- La bonification équivaut à 0,214 % du MGA moyen par année de service. Au 31 décembre 2010, le MGA moyen des trois dernières années est de 46 133 \$, ce qui équivaut à une augmentation de 98,73 \$ par année de service après le 1<sup>er</sup> janvier 2011.
- Exemple : un professionnel dont le salaire moyen est de 85 110 \$ par année aura une rente de 51 066 \$ après 30 ans de participation. Avec l'ancienne formule, la rente viagère est de 41 180 \$, tandis qu'avec la nouvelle formule, elle est de 44 146 \$. Donc, sur la base de 30 ans de participation effectuées après le 1<sup>er</sup> janvier 2011, la rente annuelle est majorée de 2 966 \$, soit une augmentation de 7,2 %.

### **Fonction supérieure**

- Les nouvelles dispositions s'appliquent à tous ceux qui prennent leur retraite à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.
- Si vous souhaitez que votre salaire en fonction supérieure soit considéré dans le calcul du meilleur traitement :
  - la cotisation salariale sur le salaire additionnel est appliquée pour toutes les années en fonction supérieure (auparavant la cotisation salariale était appliquée sur les 36 mois considérés dans le calcul du meilleur traitement);
  - un taux d'intérêt annuel de 3 % est appliqué à la cotisation entre la date où elle aurait été due et la date de la retraite;
  - le paiement peut être étalé sur une durée d'au plus 5 ans après la retraite à un taux d'intérêt annuel de 3 %.

---

<sup>1</sup> L'IMI équivaut à la moyenne des 60 derniers mois des taux des obligations de 10 ans du gouvernement du Canada divisé

<sup>2</sup> Auparavant, la formule était : 2 % du meilleur traitement par année de participation moins 25% du MGA sur 35.

### **Rachat de service passé**

- Les participants peuvent racheter du service durant un congé sans solde, une suspension, un congé parental ou lors d'une période travaillée à la Ville, antérieure à l'adhésion au régime de retraite.
- Le participant a 60 jours pour accepter ou refuser la facture de rachat. Si la facture est refusée, le participant doit attendre deux ans pour faire une nouvelle demande à moins d'un départ à la retraite.
- Pour toute demande de rachat effectuée à compter de la signature de la présente entente, la cotisation est établie sur le salaire à la date de la demande de rachat au taux de cotisation de la période rachetée (pour ceux qui ont fait une demande de rachat avant la signature de l'entente, la cotisation est établie sur le salaire de la période rachetée majorée du taux d'intérêt des dépôts d'épargne non transférables par chèque).
- Dès la signature de l'entente, les paiements du rachat peuvent être étalés sur un maximum de 10 ans au taux annuel de 3 %. Sauf exception, le solde doit être acquitté au départ à la retraite (pour ceux dont les rachats ont débuté avant la signature de l'entente, le taux d'intérêt est celui des dépôts d'épargne non transférables par chèque).
- Des intérêts sont appliqués dès que le participant a communiqué son acceptation de la facture, le cas échéant.

### **1. MESURES DE CONVERSION**

- Les professionnels des ex-villes de banlieue et de la CUM ainsi que les ex-cols blancs de la CUM peuvent conserver les prestations de leur régime d'origine ou les convertir dans l'ancien régime des professionnels de l'ex-Ville de catégorie B. Toutefois, en cas de conversion, l'indexation est au taux annuel de 1 %.
- Le participant doit être actif à la date de sa demande ou retraité à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2011 s'il n'a pas reçu son relevé de conversion. Sa décision doit être communiquée dans les 90 jours suivant la date de transmission du relevé.
- L'option de conversion est disponible aux participants visés par les mesures transitoires sur demande individuelle. Celui qui convertit ses droits n'est plus admissible aux mesures transitoires.
- Les droits au titre du service d'avant le 1<sup>er</sup> janvier 2011 des participants qui n'optent pas pour la conversion sont maintenus dans le régime des professionnels de la Ville de Montréal. Toutes les années de service sont reconnues pour l'admissibilité à la retraite.

### **Modalités de conversion**

- Une valeur est accordée au régime d'origine converti dans le régime des professionnels de l'ex-Ville de Montréal de catégorie B avec une indexation de 1 %.
- Les participants ont le choix de racheter ou de ne pas racheter les années non reconnues par la conversion, le cas échéant. S'ils ne rachètent pas les années manquantes, le nombre d'années de participation est reconnu pour l'admissibilité à la retraite, mais non pour l'établissement de la rente.
- Un relevé de conversion indique le nombre d'années de service reconnu aux conditions du régime de l'ex-Ville de Montréal ainsi que le coût du rachat des années non reconnues au 1<sup>er</sup> janvier 2011.
- Des intérêts s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 jusqu'à la date de transfert, au taux annuel d'actualisation (actuellement 6,5 %). Si les sommes à verser sont supérieures à 2 000 \$, il est possible d'étaler les paiements sur 10 ans, jusqu'à un maximum de cinq ans après la retraite, au taux annuel d'actualisation (actuellement 6,5 %).
- Le cas échéant, la valeur en surplus est placée dans un CRI si les règles fiscales le permettent.

## **2. CONDITIONS D'INTÉGRATION PARTICULIÈRES**

### **Professionnels CUM**

- Le surplus estimé à 831 000 \$ au 31 décembre 2006 est utilisé pour bonifier la rente avant le processus de scission-fusion.
- La cotisation est réduite de 1 % par rapport à celle de la Ville jusqu'au 31 décembre 2015.

### **Annexe M (ex-cols blancs de la CUM)**

- L'utilisation des surplus accumulés au 31 décembre 2006 sera établie par le Syndicat des fonctionnaires en autant qu'il n'y ait pas d'exclusion directe ou indirecte de ces participants.
- Le taux de cotisation pour l'année 2010 demeure celui des professionnels.

### **Professionnels des ex-villes de banlieue**

- Le cas échéant, les surplus accumulés avant le 31 décembre 2007 serviront à bonifier les prestations attribuables au service antérieur à cette date.

### **Annexe K (ex-cols blancs de la Ville)**

- Les ex-cols blancs de la Ville peuvent transférer les années antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2010, date de leur adhésion au régime des professionnels, dans le régime des professionnels en conservant la même catégorie A ou B de leur régime antérieur. Ils ont alors les conditions du régime des professionnels pour toutes leurs années de participation.
- Si elle est positive, la différence entre la valeur du régime des cols blancs au 31 décembre 2009 et celle du régime des professionnels est placée dans un régime surcomplémentaire (*balloune*, soit 32 ans de participation équivaut à 35 ans de participation, pleine rente garantie pendant 10 ans, rente réversible au conjoint à 66 2/3% au décès, prise en compte du facteur 80 du régime des professionnels). Si le participant répond aux conditions, le montant est versé à la retraite, en un à cinq versements égaux, au choix du participant. En cas de décès, le solde va à la succession.

### **Professionnels issus des villes reconstituées**

- Le service antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 2011 est reconnu s'il y a une entente réciproque de transfert.
- À défaut d'entente, il est possible de transférer la valeur et de racheter le service non reconnu.
- Lorsqu'il y a transfert sans rachat, le service complet est reconnu aux fins d'admissibilité à la retraite, et le service reconnu est établi selon la valeur transférée en ce qui a trait à la rente.
- En vertu de la loi, les 55 ans et plus ne peuvent transférer la valeur de leur service antérieur, mais celui-ci est entièrement reconnu aux fins d'admissibilité à la retraite, dans le respect des lois fiscales.

### **Régimes d'autres employeurs**

- S'il n'y a pas d'entente réciproque de transfert, la valeur des régimes antérieurs chez d'autres employeurs peut être transférée dans celui des professionnels.
- C'est une occasion unique pour les participants au régime des professionnels de l'ex-Ville de Montréal et ceux qui ont converti leur régime d'origine.
- Les participants doivent être actifs au moment de la demande.
- Le service reconnu à l'admissibilité à la retraite et à la rente est établi selon la valeur transférée.
- Il n'y a pas de rachat possible pour le service non reconnu.
- L'avis de l'administrateur sera envoyé au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2011 aux participants du régime des professionnels de la Ville de Montréal et à l'émission du relevé de conversion pour les autres.
- La demande de transfert doit être faite dans les six mois suivant l'avis de l'administrateur.
- À défaut d'entente réciproque de transfert présente et future, les professionnels embauchés après le 1<sup>er</sup> janvier 2011 pourront transférer la valeur de leurs droits en tout temps. Ils ont droit à une seule demande et doivent être actifs au moment de la demande.

### **3. UTILISATION DES SURPLUS**

- L'entente 414 touchant l'utilisation des gains actuariels est abrogée.
- Une provision pour écart défavorable de 7 % à 10 % du passif est constituée en vertu du règlement de la RRQ.
- Les surplus excédentaires épongent les soldes des déficits passés et en cours.
- Une réserve additionnelle de 2,5 % est constituée.
- Par la suite, l'obligation municipale de 9M \$ détenue par la caisse du régime est rachetée.
- Après la constitution des deux réserves et le rachat de l'obligation, les surplus sont partagés à 60 % pour la Ville et 40 % pour les participants.